LA POPULATION DE L'ITURI FACE A UN GENOCIDE OUBLIE ?

AU NORD-EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Du 17/12/2017, des violences suivies de leurs conséquences continuent.

A L'OCCASION DE LA CONFERENCE HUMANITAIRE A PARIS.

Les Acteurs de la Société civile, épris paix et engagés dans de questions socio-Humanitaires en Province de l'Ituri saluent la tenue de la conférence humanitaire en France ce 30 oct. 2025. Occasion pour nous de remercier le Président de la France pour cette noble initiative, à ce moment où quelques pays du monde font face à une série de crises humanitaires multiformes et criantes causées par des violences armées et/ou des catastrophes naturelles.

La République démocratique du Congo, secouée par des crises sécuritaires récurrentes suite aux violences armées causées par les ennemis de la paix dans sa partie orientale, lesquelles provoquent des morts, des violations des droits de l'homme et autres abus sans oublier des déplacements massifs internes et externes des populations civiles.

La Province de l'Ituri, l'une des 26 de la RDC n'étant pas épargnée, elle est confrontée à des nombreuses difficultés dues, notamment, aux actes des violences barbares et meurtrières déclenchées le 17/12/2017 par les miliciens membres d'une coopérative et mouvement armé Mystico-religieux dénommé CODECO, contre les civils innocents et les forces de l'ordre dans le Territoire de Djugu, avec des conséquences plus fâcheuses telles que : des tueries à grande échelle, des incendies des maisons et autres biens de valeur des embuscades , des pillages, des violences sexuelles, des destructions des produits champêtres et des infrastructures sociales de base, des populations contraintes aux déplacements massifs.

Face à ces atrocités, au-delà des opérations militaires menées par les forces de l'ordre contre ces miliciens, maintes fois, des dénonciations et des actions pacifiques ont été faites : des marches et des journées villes mortes organisées par des communautés ciblées par les atrocités n'ont pas eu assez d'impact pour limiter les affres de ces violences sur les civils innocents.

Après le Territoire de Djugu, les incursions répétitives des miliciens CODECO ont embrasé deux autres Territoires voisins (Mahagi et Irumu) et plus tard, soit trois années presque, il a été constaté des groupes s'identifiant à leurs tours comme des forces d'autodéfenses sous diverses appellations : (MAPI, ZAIRE, ZAIRE MAZEMBE, ZAIRE JAMUKULABATU) qui seraient nés spontanément au sein des communautés dites victimes pour riposter contre les attaques.

Ce tableau sombre de drames Sécuritaires et humanitaires ci-haut illustré, furent même dénoncés à Bunia par le Président de la République le 2 juillet 2019 à l'occasion de sa première visite officielle en Ituri devant la presse parlant d'une tentative de génocide et une manière de déstabiliser le Pouvoir de

Kinshasa après avoir évaluer la situation et même s'être rendu dans le Territoire de Djugu pour s'imprégner des réalités du terrain.
Tout en espérant à la justice, nous félicitons les autorités congolaises dans la lutte pour la reconnaissance du génocide dans notre Pays et demeurons reconnaissants au Président de la République, face à ce geste de réconfort apporté aux victimes des violences et surtout d'avoir été le tout premier officiel congolais de remarquer la gravité des crimes graves commis contre les civils innocents par les miliciens de la CODECO et continuons à le soutenir dans ses différentes initiatives de pacification de la Province de l'Ituri.
Quelques mois plus tard, soit en Janvier 2020, un rapport du Bureau Conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme va même qualifier ces atrocités perpétrées par les miliciens de la CODECO des « crimes de Guerre et crimes de génocide ». A ce rapport d'ajouter et préciser que la majorité des victimes est constituée des sujets HEMA.
Malgré cette dénonciation faite par le Président et ce rapport précité, cinq années suivantes durant, les tueries accompagnées des violences atroces et insupportables ont continué sur les personnes déplacées, les retournées et autres si bien que la République Démocratique du Congo soit un Etat de droit et même membre des Nations Unies, représentées par la présence remarquable des troupes de la MONUSCO en Province de l'Ituri depuis 1999.

Occasion faisant le larron, nous souhaitons que la situation humanitaire de la Province de l'Ituri soit une priorité pour la RDC en cette circonstance combien richissime, car plusieurs constats démontrent que notre crise en Ituri est souvent oubliée ; moins médiatisée et semble ne pas beaucoup intéressée la communauté tant nationale qu'internationale.
Notre sonnette d'alarme s'adresse aux participants de ces assises de haute portée humanitaire d'être animés par le souci de la Paix pour notre Pays, et de la Province de l'Ituri de façon particulière.

Il est à noter que, depuis le début de ces atrocités, de milliers de cas des violations des droits de l'homme ont été commis par tous les groupes armés en Ituri, toutes fois les miliciens de la CODECO, les Terroristes de l'ADF et leurs alliés ayant été qualifiés les plus meurtriers et au cœur de l'insécurité en Ituri par plusieurs rapports publiés.

Pour être illustratif, en vous épargnant des images horribles, Quelques cas et formes de violences sont identifiés et relevés de la manière que voici :

- Des massacres sauvages des personnes déplacées tuées en armes blanches ou à feu et d'autres personnes brulées vives dans leurs sites en Territoires de Djugu et d'Irumu. Une dizaine de cas d'attaques enregistrées contre les sites des déplacés internes depuis 2017, des incursions sanglantes menées par les miliciens CODECO et rebelles ADF pourtant des espaces inviolables et censés être bien protégés avec des

bilans souvent lourds sans compter des blessures graves et autres dégâts importants ;

- 15 personnes capturées, torturées, ligotées puis enterrées vivantes le 16/2/2024 à Tali Singo par les miliciens de la CODECO dans le Territoire de Djugu ; un acte insolite et inhumain au XXI nième siècle ;
- Des massacres orchestrés dans le Territoire d'Irumu et Mambasa par les Terroristes ADF et alliés nonobstant dans une installation de la Paroisse de l'Eglise Catholique : le cas des civils innocents rassemblés pour la prière à la Paroisse catholique de Komanda et autres civils tués aux environs dans le même centre en Territoire d'Irumu dans la nuit du 26 au 27 juillet 2025 ayant fait plus de 40 morts et des blessés graves ;
- Des personnes déplacées régulièrement attaquées et sauvagement exécutées par les miliciens de la CODECO soit aux champs, soit sur les chemins des champs, des enlèvements, des pillages et des embuscades tendues par les miliciens contre les civils dans le Territoire de Djugu ;
- Des actes des profanations des Paroisses catholiques dans le Diocèse de Bunia (JIBA et PKANDROMA) qui sont fermées depuis 2024 dans le Territoire de Djugu privant les chrétiens de leurs droits constitutionnels de culte ; A l'Eglise Paroissiale de Lopa le 21 juillet 2025 toujours en Territoire de Djugu : les saintes espèces déversées par terre, les objets sacrés, le Sanctuaire Marial, les habits liturgiques ... sont assimilés aux ennemis, alors la religion Catholique serait -elle aussi en conflit avec les objectifs de la Secte mystico-religieuse de la CODECO ?
- Des actes d'anthropophagie, des personnes égorgées, éventrement des femmes enceintes et bébé taillé en pièce, des mutilations des cadavres et des corps, pénétration des objets tranchants dans les orifices des victimes, des tortures atroces avant de mourir sont commis par les groupes armés tant locaux qu'étranger en Province de l'Ituri.

Au travers la persistance de la situation d'insécurité en Province de Ituri, l'opinion a constaté, en 2025 courant, la naissance de la Convention pour la Révolution Populaire (CRP). Une apparition qui pourrait rendre complexe les démarches de pacification et pourquoi pas aggraver la situation humanitaire des civils malgré toutes les initiatives de paix, car plusieurs cas d'affrontement opposent les éléments de la CRP aux forces loyalistes des FARDC.

Plaidoyers au Gouvernement de la R.D.C, Humanitaires, Bailleurs

Reconnaissant que les Autorités congolaises ont la lourde charge de protéger et d'assister la population ; nous inspirant d'un des principes humanitaires relatif à la protection des civils déplacés dans leurs pays également l'affirme en stipulant que : « c'est aux autorités du pays à qui incombent en premier lieu le devoir et la responsabilité de fournir une protection et aide humanitaire aux personnes dans leurs propres pays » et aussi nous référant aux conventions qui définissent le partenariat entre la République Démocratique du Congo et les Agences des Nations Unies dans le domaine humanitaire ; qu'il nous soit permis de formuler nos plaidoyers en ce terme :

- Que le Gouvernement de la République impose la paix en frappant tous les groupes armés réfractaires aux processus de paix et assiste en vivres et non vivres les personnes déplacées et retournées, cette assistance serait une des premières reposes d'urgence pour soulager tant soit peu les souffrances. Ces personnes se retrouvent éparpillées dans plusieurs dizaines de sites des déplacés internes qui sont sous mécanisme de coordination humanitaire sans compter d'autres sites non intégrés dans le système, mais aussi certaines dans plusieurs familles d'accueil dans la Province.
- Que le Gouvernement envisage aussi une solution au conflit de l'ituri dans une démarche holistique et multidimensionnelle avec l'implication des scientifiques : les Historiens, les Théologiens (Prêtres ou autres), les Anthropologues, les Philosophes, les Sociologues, les Agronomes, les Psychologues, les Politologues, les Economistes, les Juristes ou toute autre personne éprise de paix ayant des connaissances sur les réalités profondes de la Province de l'Ituri et s'y intéresse pour son émergence , les crimes commis par les groupes armés sont très graves.

Il est constaté que, de nombreux chercheurs, des hommes politiques, des Institutions ou Organisations contribuent à travers les paroles ou écrits à la falsification de l'Histoire et contexte des atrocités, ce qui favorise aussi la pérennisation du conflit sous une autre forme, car se basant sur des faits politiques sans tenir compte des autres dimensions importantes de la question.

- Nous invitons tous les partenaires humanitaires du Gouvernement à ne pas se décourager d'apporter leurs assistances malgré les épreuves sécuritaires difficiles auxquelles ils font face parfois pour sauver des vies humaines, la crise de l'Ituri serait complexe et particulière par rapport à la compréhension du concept d'urgence dans le monde humanitaire ;
- Aux bailleurs de fonds, d'influencer pour la paix et de bien vouloir allouer assez de moyen pour des questions de la Province de l'Ituri afin de couvrir les différents besoins humanitaires des personnes déplacées et retournées, Les besoins sont énormes et sont en : sécurité alimentaire ; abris ; santé ; éducation ; protection ; nutrition ; articles ménagers essentiels ... ; lesquels fonds pourront permettre d'intégrer plusieurs autres sites des déplacés dans le mécanisme de coordination.

Fait à Bunia le 28/10/2025.

PROVINCE DE L'ITURI

Jean BOSCO KISOKE.

Notable et Spécialiste des Questions socio-Humanitaires en Ituri.

+243820649847, +243998766617

boscokisoke1982@gmail.com